

Déficit budgétaire

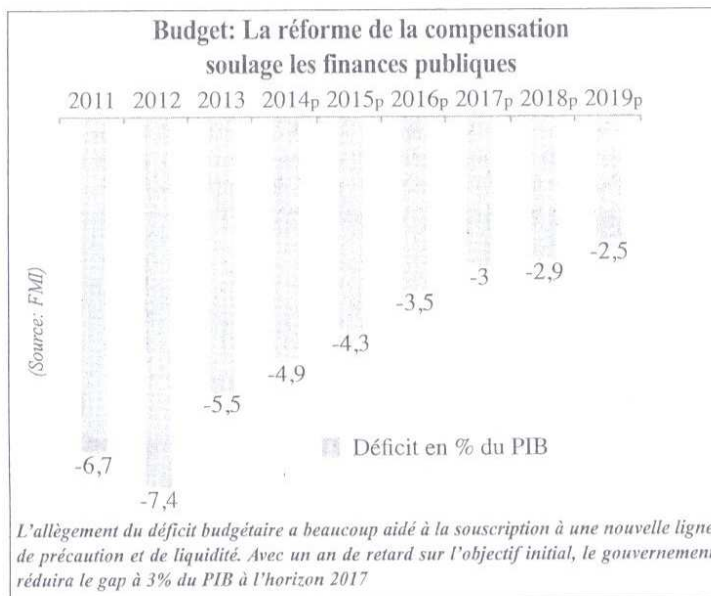
Le FMI conforte le gouvernement

• La retraite et la détérioration du marché du travail restent des points de vulnérabilité

• Accord avec le FMI pour une LPL de 5 milliards de dollars sur deux ans

• Une croissance de 3,5% et un déficit budgétaire de 4,9% prévus pour cette année

LA baisse de deux points du déficit budgétaire en 2013 et la poursuite de son amélioration au premier semestre ont en partie convaincu le Fonds monétaire international de renouveler la ligne de précaution et de liquidité (LPL). Les efforts du Maroc ont d'ailleurs réduit sa vulnérabilité face aux chocs exogènes, d'où la souscription à un



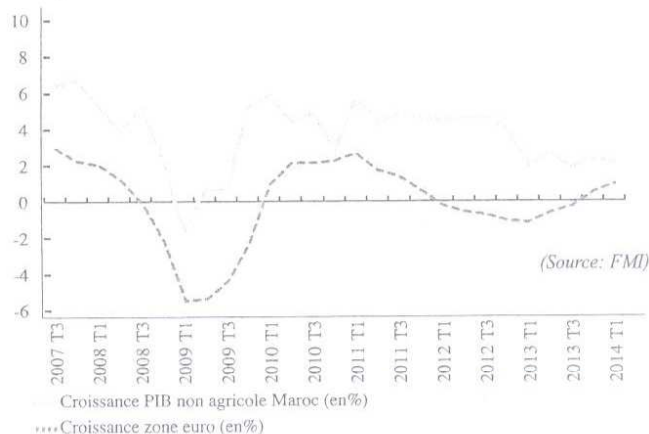
montant moins important qu'en 2012. Le Royaume a sollicité 5 milliards de dollars

sur deux ans dont 4,5 milliards sont mobilisables sur la première année. Il reste à savoir s'il va y toucher. Les tensions au Moyen-Orient et en Ukraine laissent planer beaucoup d'incertitudes sur l'évolution des prix des matières premières, principalement le

Globalement, la réduction des charges de compensation a contribué à l'allègement du déficit budgétaire. Les dépenses de personnel, elles, continuent à peser. S'il reconnaît la lourdeur de la masse salariale, le ministre des Finances semble impuissant face à sa progression. Les marges de manœuvre sont limitées, admet-il (cf. www.leconomiste.com du 25 juin). Mais le plus gros risque pour les finances publiques sur les prochaines années reste la question de la retraite. Le coût pour le budget de l'Etat est estimé à des dizaines de milliards de DH s'il n'y a pas d'avancée d'ici 2020.

Par ailleurs, la dégradation du marché du travail inquiète les équipes du FMI. Le taux de chômage s'est établi à 9,3% au second trimestre 2014. L'accélération de la croissance économique sur la période a permis de réduire le nombre de chômeurs, mais ils dépassent toujours 1,1 million. Les prévisions de croissance pour l'ensemble de l'année ne devraient pas dépasser 3,5% pour les plus optimistes. Un niveau qui reste faible pour résorber significativement le chômage. Même la croissance de 4,7% du PIB en 2015 anticipée par le FMI n'aura pas un effet notable sur le chômage. L'erreur serait de compter uniquement sur les points

Les activités non agricoles fortement tributaires de la zone euro



La forte dépendance des marchés européens limite la croissance marocaine. Les foyers de croissance se situent aujourd'hui en Asie ou encore en Afrique subsaharienne où le Maroc rattrape son retard

pétrole. Même si l'essence et le fuel sont totalement décompensés aujourd'hui, le budget de l'Etat est encore exposé au prix du gasoil. Le produit est subventionné à hauteur de 0,8 DH le litre jusqu'en octobre prochain. Une décision sur le maintien ou non de cet avantage sera dévoilée après cette échéance. En dehors des produits pétroliers, Bank Al-Maghrib plaide pour un élargissement de la réforme aux autres produits, principalement le gaz butane. Les subventions allouées à ce produit ont atteint 14 milliards de DH l'année dernière. L'Etat prend en charge 2/3 du prix réel du gaz butane.

de croissance supplémentaires pour régler le problème. L'effort devrait être également porté sur l'efficacité du marché du travail, de sorte à «éviter les phénomènes de dualité qui sont souvent des obstacles à l'embauche», soulignent les experts. Il s'agira aussi de mettre en place des politiques de l'emploi sectorielles pour mieux répondre aux exigences du marché. □

F. Fa